

TUNIS : LA CONFÉRENCE DES MINISTRES FRANCOPHONES DE L'ENVIRONNEMENT

Cette importante conférence ministérielle s'est déroulée à Tunis au printemps. Son objectif principal était d'élaborer une politique commune de la Francophonie avant la Conférence des Nations Unies prévue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 1992, et en même temps de poser les jalons d'un programme d'action propre aux pays francophones dans ce domaine.

Les ministres et autorités réunis à Tunis représentaient des pays couvrant par leurs étendues géographiques les systèmes écologiques les plus variés d'Amérique du Nord et des Antilles, d'Europe et du bassin méditerranéen, d'Afrique, d'Asie, de l'Océan Indien, et du Pacifique.

Le Canada était représenté à Tunis par une forte délégation et a pris une part active aux délibérations, car il s'agit d'un sujet auquel tous les gouvernements au Canada à tous les niveaux, tant fédéral, provincial, que municipal, attachent une importance croissante.

La Conférence avait pour thème précis «la solidarité francophone pour l'environnement et le développement durable».

À l'ordre du jour figuraient les grands thèmes suivants:

- Solidarité francophone et enjeux pour le développement durable
- Francophonie et enjeux environnementaux internationaux
- Stratégie de coopération et plan d'action.

Les travaux des ministres ont en outre porté sur La Déclaration de Tunis, qui devait couronner la Conférence.

En promulguant la Déclaration de Tunis, les ministres ont décidé de :

- élaborer et de mettre en oeuvre des plans nationaux d'action pour l'environnement;
- contribuer à la solution des problèmes planétaires et régionaux en participant activement aux travaux en cours et futurs les concernant;
- consacrer collectivement au moins 5% de leurs territoires pour la sauvegarde du patrimoine dans le but d'y privilégier la conservation des écosystèmes et la diversité des espèces dans le contexte du développement durable;



La délégation du Canada à la Conférence des ministres francophones de l'Environnement. De gauche à droite : M. Guy Rivard, ministre québécois délégué à la Francophonie, M^{me} Liliane Roy, sous-ministre des Affaires intergouvernementales du Nouveau-Brunswick, et M. Marc Lortie, responsable de la Francophonie à l'ambassade du Canada à Paris et chef de la délégation canadienne.